

N° 905.

---

**AUTRICHE, BELGIQUE,  
EMPIRE BRITANNIQUE,  
BULGARIE, CHILI, etc.**

Convention relative à l'aménagement  
des forces hydrauliques intéres-  
sant plusieurs Etats et Protocole  
de signature. Genève, le 9 décem-  
bre 1923.

---

**AUSTRIA, BELGIUM,  
BRITISH EMPIRE,  
BULGARIA, CHILE, etc.**

Convention relating to the Develop-  
ment of Hydraulic Power affecting  
more than one State and Protocol  
of Signature. Geneva, December  
9, 1923.

No. 905. — CONVENTION <sup>1</sup> RELATIVE A L'AMÉNAGEMENT DES FORCES HYDRAULIQUES INTÉRESSANT PLUSIEURS ÉTATS. GENEVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

*Textes officiels en anglais et en français. Cette Convention et le Protocole y relatif ont été enregistrés par le Secrétariat, conformément à l'article 18 de la Convention, le 30 juin 1925, jour de son entrée en vigueur.*

L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE (avec la NOUVELLE-ZÉLANDE), LA BULGARIE, LE CHILI, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA FRANCE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ITALIE, LA LITHUANIE, LA POLOGNE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE SIAM ET L'URUGUAY,

Désireux de faciliter la mise en valeur et d'améliorer le rendement des forces hydrauliques par une entente internationale,

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une conférence réunie à Genève le 15 novembre 1923,

Soucieux de conclure une convention générale à cet effet, Les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leur plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE :

M. Emerich PFLÜGL, Ministre résident, Représentant du Gouvernement fédéral auprès de la Société des Nations, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Xavier NEUJEAN, Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones de Belgique, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B., Conseiller économique principal du Gouvernement britannique, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

<sup>1</sup> Dépôt des ratifications : Empire Britannique, 1<sup>er</sup> avril 1925 ; Nouvelle-Zélande (y compris le territoire sous mandat du Samoa occidental), 1<sup>er</sup> avril 1925 ; Siam, 9 janvier 1925. Adhésion de Sa Majesté Britannique, à partir du 28 avril 1925, pour la Rhodésie du Sud et pour Terre-Neuve, et à partir du 22 septembre 1925, pour les colonies, protectorats et territoires sous mandat suivants :

Guyane britannique,  
Honduras britannique,  
Brunei  
Etats Malais fédérés :  
Perak,  
Sengalor,  
Negri Sembilan,  
Pahang.

Gambie,  
Côte de l'Or,  
Hong-Kong,  
Kenya,

Etats Malais (non fédérés),  
Johore,  
Kedah,  
Perlis,  
Kelantan,  
Trengganu.

Nigéria,  
Rhodésie du Nord,  
Nyassaland,  
Palestine,  
Sierra Leone,  
Straits Settlements,  
Territoire de Tanganyika.

No. 905. — CONVENTION <sup>1</sup> RELATING TO THE DEVELOPMENT OF  
HYDRAULIC POWER AFFECTING MORE THAN ONE STATE.  
GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

*Official texts in English and French. The Convention and the Protocol relating thereto were registered with the Secretariat, in accordance with Article 18 of the Convention, on June 30, 1925, date of its entry into force.*

AUSTRIA, BELGIUM, THE BRITISH EMPIRE (with NEW ZEALAND), BULGARIA, CHILE, DENMARK, THE FREE CITY OF DANZIG, FRANCE, GREECE, HUNGARY, ITALY, LITHUANIA, POLAND, KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SIAM AND URUGUAY,

Desirous of promoting international agreement for the purpose of facilitating the exploitation and increasing the yield of hydraulic power ;

Having accepted the invitation of the League of Nations to take part in the Conference which met at Geneva on November 15, 1923 ;

Wishing to conclude a General Convention for the above purpose,

The High Contracting Parties have appointed as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Emerich PFLÜGL, Resident Minister, Representative of the Federal Government accredited to the League of Nations, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Xavier NEUJEAN, Minister of Railways, Mercantile Marine, Posts, Telegraphs and Telephones of Belgium, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B., Chief Economic Adviser of the British Government, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

<sup>1</sup> Deposit of ratifications : British Empire, April 1, 1925 ; New Zealand (including the mandated territory of Western Samoa), April 1, 1925 ; Siam, January 9, 1925. Adhesion by His Britannic Majesty as from April 28, 1925, for Southern Rhodesia and Newfoundland, and as from September 22, 1925, for the following Colonies, Protectorates and Mandated Territories :

British Guiana,  
British Honduras,  
Brunei,  
Federated Malay States :  
Perak,  
Selangor,  
Negri Sembilan,  
Pahang.  
Gambia,  
Gold Coast,  
Hong Kong,  
Kenya,

Malay States (unfederated) :  
Johore,  
Kedah,  
Perlis,  
Kelantan,  
Trengganu.  
Nigeria,  
Northern Rhodesia,  
Nyasaland,  
Palestine,  
Sierra Leone,  
Straits Settlements,  
Tanganyika Territory.

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable Sir James ALLEN, K.C.B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires à Berne ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

M. Francisco RIVAS VICUÑA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, près le Président de la République tchécoslovaque, près le Président de la République autrichienne et près Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. P. A. HOLCK-COLDING, Chef de département au Ministère des Travaux publics, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE,

POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. le Professeur Bohdan WINIARSKI, Vice-Président de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Maurice SIBILLE, Député, Membre de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. A. POLITIS, Délégué technique du Gouvernement hellénique à Paris, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit, et  
M. Demètre G. PHOCAS, Capitaine de frégate de la marine hellénique, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

M. Emile DE WALTER, Conseiller ministériel au Ministère royal de Hongrie des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Paolo BIGNAMI, ancien Sous-Secrétaire d'Etat, ancien Député, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LITHUANIENNE :

M. C. DOBKEVICIUS, Conseiller à la Légation de Lithuanie à Paris, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. le Professeur Bohdan WINIARSKI, Vice-Président de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

## FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Honourable Sir James ALLEN, K.C.B., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom ;

## HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires at Berne ;

## THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

M. FRANCISCO RIVAS VICUÑA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, to the President of the Czechoslovak Republic, to the President of the Austrian Federal Republic and to His Serene Highness the Governor of Hungary, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. P. A. HOLCK-COLDING, Director of Section at the Ministry of Public Works, Member of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC,

## FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

Professor Bohdan WINIARSKI, Vice-Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Maurice SIBILLE, Member of Parliament, Member of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. A. POLITIS, Technical Representative of the Hellenic Government in Paris, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit, and  
M. Demetre G. PHOCAS, Captain in the Hellenic Navy, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF HUNGARY :

M. Emile DE WALTER, Ministerial Counsellor at the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Paolo BIGNAMI, former Under-Secretary of State, former Member of the Chamber of Deputies, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. C. DOBKEVICIUS, Counsellor at the Lithuanian Legation in Paris, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

## THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Professor Bohdan WINIARSKI, Vice-Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. B. VOUKOVITCH, Directeur des Chemins de fer de l'Etat, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

M. Phya SANPAKITCH PREECHA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne et près Sa Majesté le Roi d'Italie, Délégué à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Espagne, Président de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit ;

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

*Article premier.*

La présente Convention ne modifie en aucune manière la liberté pour tout Etat, dans le cadre du droit international, d'exécuter sur son territoire tous travaux d'aménagement de forces hydrauliques qu'il désire.

*Article 2.*

Dans le cas où la mise en valeur rationnelle de forces hydrauliques comporte une étude internationale, les Etats contractants intéressés se prêteront à cette étude. Il y sera procédé en commun, sur la demande de l'un d'entre eux, afin de rechercher la solution la plus favorable à l'ensemble de leurs intérêts, et, compte tenu des ouvrages existants, entrepris ou projetés, d'arrêter si possible un programme d'aménagement.

Tout Etat contractant qui désirerait modifier un programme d'aménagement ainsi arrêté provoquerait, s'il y a lieu, une nouvelle étude, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

L'exécution d'un programme d'aménagement n'est obligatoire pour chaque Etat que si cette obligation est formellement acceptée.

*Article 3.*

Lorsqu'un Etat contractant désire exécuter des travaux d'aménagement de forces hydrauliques en partie sur son propre territoire, en partie sur le territoire de tout autre Etat contractant, ou comportant une modification de l'état des lieux sur le territoire de tout autre Etat contractant, les Etats intéressés négocieront en vue de la conclusion d'accords destinés à permettre l'exécution de ces travaux.

*Article 4.*

Lorsqu'un Etat contractant désire exécuter des travaux d'aménagement de forces hydrauliques dont il pourrait résulter, pour tout autre Etat contractant, un préjudice grave, les Etats intéressés négocieront en vue de la conclusion d'accords destinés à permettre l'exécution de ces travaux.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. B. VOUKOVITCH, Director of the State Railways, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

M. Phya SANPAKITCH PREECHA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Spain and to His Majesty the King of Italy, Delegate at the Second General Conference on Communications and Transit ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Spain, Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit ;

who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

*Article 1.*

The present Convention in no way affects the right belonging to each State, within the limits of international law, to carry out on its own territory any operations for the development of hydraulic power which it may consider desirable.

*Article 2.*

Should reasonable development of hydraulic power involve international investigation, the Contracting States concerned shall agree to such investigation, which shall be carried out conjointly at the request of any one of them, with a view to arriving at the solution most favourable to their interests as a whole, and to drawing up, if possible, a scheme of development, with due regard for any works already existing, under construction, or projected.

Any Contracting State desirous of modifying a programme of development so drawn up shall, if necessary, apply for a fresh investigation, under the conditions laid down in the preceding paragraph.

No State shall be obliged to carry out a programme of development unless it has formally accepted the obligation to do so.

*Article 3.*

If a Contracting State desires to carry out operations for the development of hydraulic power, partly on its own territory and partly on the territory of another Contracting State or involving alterations on the territory of another Contracting State, the States concerned shall enter into negotiations with a view to the conclusion of agreements which will allow such operations to be executed.

*Article 4.*

If a Contracting State desires to carry out operations for the development of hydraulic power which might cause serious prejudice to any other Contracting State, the States concerned shall enter into negotiations with a view to the conclusion of agreements which will allow such operations to be executed.

*Article 5.*

Les solutions techniques adoptées dans les accords visés aux articles précédents tiendront compte, dans le cadre de chaque législation nationale, exclusivement des considérations qui s'exerceraient légitimement dans des cas analogues d'aménagement de forces hydrauliques n'intéressant qu'un seul Etat, abstraction faite de toute frontière politique.

*Article 6.*

Les accords visés aux articles précédents pourront prévoir notamment, selon les cas :

- a) les conditions générales d'établissement, d'entretien et d'exploitation des ouvrages ;
- b) les prestations équitables entre Etats intéressés pour frais, risques, dommages et charges de toute nature, occasionnés par l'établissement et l'exploitation des ouvrages, ainsi que pour le remboursement des frais d'entretien ;
- c) le règlement des questions de coopération financière ;
- d) l'organisation du contrôle technique et de la surveillance de la sécurité publique ;
- e) la protection des sites ;
- f) le règlement d'eau ;
- g) la protection des droits des tiers ;
- h) le mode de règlement des différends sur l'interprétation et l'application des accords.

*Article 7.*

L'établissement et l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques seront soumis, sur le territoire de chaque Etat, aux dispositions légales et administratives applicables à l'établissement et à l'exploitation d'ouvrages similaires dans cet Etat.

*Article 8.*

En ce qui concerne les voies navigables, prévues comme devant être soumises à la Convention générale sur le régime des voies navigables d'intérêt international, les droits et obligations qui pourraient résulter des accords conclus en conformité de la présente Convention ne devront être entendus que sous réserve des droits et obligations résultant de la Convention générale et des actes particuliers conclus ou à conclure, régissant les dites voies navigables.

*Article 9.*

La présente Convention ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, elle subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

*Article 10.*

La présente Convention ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ses dispositions, et qui auraient été accordées, dans des conditions compatibles avec ses principes, à l'aménagement des forces hydrauliques. Elle ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.



*Article 5.*

The technical methods adopted in the agreements referred to in the foregoing articles shall, within the limits of the national legislation of the various countries, be based exclusively upon considerations which might legitimately be taken into account in analogous cases of development of hydraulic power affecting only one State, without reference to any political frontier.

*Article 6.*

The agreements contemplated in the foregoing articles may provide, amongst other things, for ;

- (a) General conditions for the establishment, upkeep and operation of the works ;
- (b) Equitable contributions by the States concerned towards the expenses, risks, damage and charges of every kind incurred as a result of the construction and operation of the works, as well as for meeting the cost of upkeep ;
- (c) The settlement of questions of financial co-operation ;
- (d) The methods for exercising technical control and securing public safety ;
- (e) The protection of sites ;
- (f) The regulation of the flow of water ;
- (g) The protection of the interests of third parties ;
- (h) The method of settling disputes regarding the interpretation or application of the agreements.

*Article 7.*

The establishment and operation of works for the exploitation of hydraulic power shall be subject, in the territory of each State, to the laws and regulations applicable to the establishment and operation of similar works in that State.

*Article 8.*

So far as regards international waterways which, under the terms of the general Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, are contemplated as subject to the provisions of that Convention, all rights and obligations which may be derived from agreements concluded in conformity with the present Convention shall be construed subject to all rights and obligations resulting from the general Convention and the special instruments which have been or may be concluded, governing such navigable waterways.

*Article 9.*

This Convention does not prescribe the rights and duties of belligerents and neutrals in time of war. The Convention shall, however, continue in force in time of war so far as such rights and duties permit.

*Article 10.*

This Convention does not entail in any way the withdrawal of facilities which are greater than those provided for in the Statute and which have been granted to international traffic by rail under conditions consistent with its principles. This Convention also entails no prohibition of such grant of greater facilities in the future.

*Article 11.*

La présente Convention n'affecte en rien les droits et obligations des Etats contractants, en vertu de conventions ou traités antérieurs sur les matières faisant l'objet de la présente Convention, ou de dispositions sur les mêmes matières de traités généraux, notamment des Traités de Versailles, Trianon et autres traités ayant mis fin à la guerre de 1914-1918.

*Article 12.*

Si un différend surgit entre Etats contractants, au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente Convention, et si ce différend ne peut être réglé soit directement entre les Parties, soit par tout autre moyen de règlement amiable, les Parties pourront soumettre ce différend pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société en ce qui concerne les communications et le transit, à moins qu'elles n'aient décidé ou ne décident d'un commun accord de recourir à une autre procédure, soit consultative, soit arbitrale, soit judiciaire.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables au regard de tout Etat qui invoquerait, pour s'opposer à l'aménagement de forces hydrauliques, des motifs fondés sur des préjudices graves à son économie ou à sa sécurité nationales.

*Article 13.*

Il est entendu que la présente Convention ne doit pas être interprétée comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires pris individuellement soient ou non Etats contractants.

*Article 14*

Rien, dans les précédents articles, ne pourra être interprété comme affectant en quoi que ce soit les droits et obligations de tout Etat contractant en tant que Membre de la Société des Nations.

*Article 15*

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour, et sera, jusqu'au 31 octobre 1924, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence de Genève, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

*Article 16*

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous Etats signataires ou adhérents.

*Article 17*

A partir du 1<sup>er</sup> novembre 1924, tout Etat représenté à la Conférence de Genève, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Article 11.

The present Convention does not in any way affect the rights and obligations of the Contracting States arising out of former conventions or treaties on the subject-matter of the present Convention, or out of the provisions on the same subject-matter in general treaties, including the Treaties of Versailles, Trianon and other treaties which ended the war of 1914-18.

Article 12.

If a dispute arise between Contracting States as to the application or interpretation of the present Statute, and if such dispute cannot be settled either directly between the Parties or by some other amicable method of procedure, the Parties to the dispute may submit it for an advisory opinion to the body established by the League of Nations as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit, unless they have decided or shall decide by mutual agreement to have recourse to some other advisory, arbitral or judicial procedure.

The provisions of the preceding paragraph shall not be applicable to any State which represents that the development of hydraulic power would be seriously detrimental to its national economy or security.

Article 13.

It is understood that this Convention must not be interpreted as regulating in any way rights and obligations *inter se* of territories forming part of or placed under the protection of the same sovereign State, whether or not these territories are individually Contracting States.

Article 14.

Nothing in the preceding articles is to be construed as affecting in any way the rights or duties of a Contracting State as Member of the League of Nations.

Article 15.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date, and shall be open for signature until October 31, 1924, by any State represented at the Conference of Geneva, by any Member of the League of Nations and by any States to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 16.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to every State signatory of or acceding to the Convention.

Article 17.

On and after November 1, 1924, the present Convention may be acceded to by any State represented at the Conference of Geneva, by any Member of the League of Nations, or by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous Etats signataires ou adhérents.

*Article 18.*

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée au nom de trois Etats. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la troisième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

*Article 19.*

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant, compte tenu de l'article 21, quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

*Article 20.*

Sous réserve des dispositions de l'article 11 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant toutes les autres Parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général, et ne sera opérante qu'en ce qui concerne l'Etat qui l'aura notifiée.

*Article 21.*

Tout Etat signataire de la présente Convention ou y adhérent peut déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement et conformément à l'article 17, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer ; les dispositions de l'article 20 s'appliqueront à cette dénonciation.

*Article 22.*

La révision de la présente Convention pourra être demandée à toute époque par un tiers des Etats contractants.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to every State signatory of or acceding to the Convention.

*Article 18.*

The present Convention will not come into force until it has been ratified in the name of three States. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the third ratification. Thereafter, the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the day of its coming into force.

*Article 19.*

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations showing, with due regard to the provisions of Article 21, which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Council.

*Article 20.*

Subject to the provisions of Article 11 above, the present Convention may be denounced by any Party thereto after the expiration of five years from the date when it came into force in respect of that Party. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all the other Parties, informing them of the date on which it was received.

A denunciation shall take effect one year after the date on which the notification thereof was received by the Secretary-General and shall operate only in respect of the notifying State.

*Article 21.*

Any State signing or adhering to the present Convention may declare, at the moment either of its signature, ratification or accession, that its acceptance of the present Convention does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates, or overseas territories, under its sovereignty or authority, and may subsequently accede, in conformity with the provisions of Article 17, on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory excluded by such declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory, and the provisions of Article 20 shall apply to any such denunciation.

*Article 22.*

A request for the revision of the present Convention may be made at any time by one-third of the Contracting States.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le neuf décembre mil neuf cent vingt-trois, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva the ninth day of December, one thousand nine hundred and twenty-three, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations.

AUTRICHE	EMERICH PFLÜGL	AUSTRIA
BELGIQUE	XAVIER NEUJEAN	BELGIUM
EMPIRE BRITANNIQUE	H. LLEWELLYN SMITH	BRITISH EMPIRE
NOUVELLE-ZÉLANDE	J. ALLEN.	NEW ZEALAND
BULGARIE	D. MIKOFF	BULGARIA
CHILI	FRANCISCO RIVAS VICUÑA	CHILE
DANEMARK	A. HOLCK-COLDING.	DENMARK
VILLE LIBRE DE DANTZIG	BOHDAN WINIARSKI	FREE CITY OF DANZIG
FRANCE	Sous la réserve, prévue à l'article 21 de la présente Convention, que ses dispositions n'engagent pas l'ensemble des Protectorats, Colonies, Possessions ou Territoires d'outre-mer soumis à la souveraineté de la République française ou à son autorité <sup>1</sup> MAURICE SIBILLE	FRANCE
GRÈCE	A. POLITIS D. G. PHOCAS	GREECE
HONGRIE	WALTER	HUNGARY
ITALIE	PAOLO BIGNAMI	ITALY
LITHUANIE	DOBKEVICIUS	LITHUANIA
POLOGNE	BOHDAN WINIARSKI	POLAND

<sup>1</sup> Translation :

Subject to the reservation contained in Article 21 of the present Convention to the effect that its provisions do not apply to the various protectorates, colonies, possessions or overseas territories under the sovereignty or authority of the French Republic.

ROYAUME DES SERBES,  
CROATES ET SLOVÈNES

B. VOUKOVITCH

KINGDOM OF THE SERBS,  
CROATS AND SLOVENES

SIAM

PHYA SANPAKITCH PREECHA SIAM

URUGUAY

B. FERNANDEZ Y MEDINA URUGUAY

PROTOCOLE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AMÉNAGEMENT  
DES FORCES HYDRAULIQUES INTÉRESSANT PLUSIEURS ÉTATS.

PROTOCOL OF SIGNATURE OF THE CONVENTION RELATING TO THE  
DEVELOPMENT OF HYDRAULIC POWER AFFECTING MORE THAN ONE STATE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs États, conclue à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions de la Convention ne modifient en aucune manière le droit international, en ce qui concerne la responsabilité et les obligations de tout État à l'égard d'un préjudice de quelque nature qu'il soit, qui résulterait de l'exécution de travaux d'aménagement de forces hydrauliques.

Le présent Protocole aura les mêmes force, valeur et durée que la Convention conclue à la date de ce jour, et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le neuf décembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera remise à tous les États représentés à la Conférence.

At the moment of signing the Convention of to-day's date relating to the development of hydraulic power affecting more than one State, the undersigned, duly authorised, have agreed as follows :

The provisions of the Convention do not in any way modify the responsibility or obligations imposed on States, as regards injury done by the construction of works for development of hydraulic power, by the rules of international law.

The present Protocol will have the same force, effect and duration as the Convention of to-day's date, of which it is to be considered as an integral part.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

DONE at Geneva, the ninth day of December one thousand nine hundred and twenty-three, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations ; certified copies will be transmitted to all the States represented at the Conference.

*[Suivent les mêmes signatures que celles figurant à la fin de la Convention.]*

*[Here follow the same signatures as those appearing at the end of the Convention.]*

